

**DECRET N°2014-0403/P-RM DU 5 JUIN 2014  
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION  
HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Philip David BOYLE**, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Royaume de Grande Bretagne, est nommé **Chevalier de l'Ordre National** à titre étranger.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juin 2014**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2014-0405/P-RM DU 6 JUIN 2014  
PORTANT AFFECTATION AU MINISTERE DE  
L'ENERGIE, DE LA PARCELLE DE TERRAIN,  
OBJET DU TITRE FONCIER N°8111 DE SEGOU,  
SISE A WEREBA, COMMUNE RURALE DE  
PELENGANA**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu l'Ordonnance n° 00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret n° 01-040/P-RM du 02 février 2001, modifié, déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du Domaine Privé Immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret n° 2014-0250/P-RM du 05 avril 2014 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n° 2014-0257/P-RM du 11 avril 2014, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La parcelle de terrain sise à Wèrèba, Commune rurale de Pélegana, objet du Titre Foncier N°8111 du Cercle de Ségou, d'une contenance de 87 ha 00 a 00 ca, est affectée au Ministère de l'Energie.

**ARTICLE 2 :** La parcelle, objet de la présente affectation, est destinée à la construction d'une centrale solaire photovoltaïque.

**ARTICLE 3 :** Au vu d'une ampliation du présent décret, le Chef du Bureau des Domaines et du Cadastre de Ségou procède à l'inscription de la mention d'affectation dans les livres fonciers de Ségou au profit du ministère de l'Energie.

**ARTICLE 4 :** Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires foncières et du Patrimoine, le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat et le ministre de l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 6 juin 2014**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Moussa MARA**

**Le ministre des Domaines de l'Etat,  
des Affaires foncières et du Patrimoine,  
Tiémán Hubert COULIBALY**

**Le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,  
Mahamadou DIARRA**

**Le ministre de l'Energie,  
Mamadou Frankaly KEITA**

**DECRET N°2014-0406/P-RM DU 6 JUIN 2014  
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES  
DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION  
NATIONALE DE L'ENERGIE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°94-009 du 22 mars 1994, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°99-013/P-RM du 1<sup>er</sup> avril 1999 portant création de la Direction nationale de l'Energie, ratifiée par la Loi n°99-022 du 11 juin 1999 ;

Vu le Décret n°204/ PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°2014-0250/P-RM du 05 avril 2014 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2014-0257/P-RM du 11 avril 2014, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

## **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale de l'Energie.

## **CHAPITRE I : ORGANISATION**

### **SECTION I : DE LA DIRECTION**

**ARTICLE 2 :** La Direction nationale de l'Energie est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de l'Energie.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur national est chargé sous l'autorité du ministre en charge de l'Energie, d'animer, de coordonner et de contrôler les activités du service.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur national est secondé et assisté d'un Directeur Adjoint qui le remplace en cas de vacance, d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur Adjoint est nommé par Arrêté du ministre chargé de l'Energie sur proposition du Directeur National.

L'Arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

### **SECTION II : DES STRUCTURES**

**ARTICLE 5 :** La Direction nationale de l'Energie comprend :

#### **En staff :**

- Un Bureau d'Accueil et d'Orientation ;

#### **En ligne quatre Divisions :**

- la Division Etudes ;
- la Division Infrastructures énergétiques ;
- la Division Maîtrise de l'Energie ;
- la Division Réglementation, Documentation et Communication.

**ARTICLE 6 :** Le Bureau d'Accueil et d'Orientation est chargé de :

- assurer l'accueil et l'orientation des usagers et mettre à leur disposition les informations nécessaires ;
- tenir le registre des entrées ;
- tenir la boîte à suggestions et faire le dépouillement des informations recueillies au niveau de la boîte ;
- examiner les réclamations des usagers ;
- faire des suggestions nécessaires pour améliorer le service rendu aux usagers.

**ARTICLE 7 :** La Division Etudes est chargée de :

- inventorier les sites de barrages sur les grands et moyens cours d'eau ;
- produire les données pour toutes études en vue d'évaluer le potentiel en ressources énergétiques ainsi que l'offre et la demande d'énergie ;
- contribuer à la planification dans le secteur énergétique ;
- élaborer les bilans énergétiques nationaux ;
- préparer les requêtes pour le financement des projets et programmes ;
- analyser les études économiques, financières et tarifaires.

**ARTICLE 8 :** La Division Etudes comprend deux sections :

- Section Etudes,
- Section Suivi des Projets et Programmes.

**ARTICLE 9 :** La Division Infrastructures énergétiques est chargée de :

- élaborer les stratégies de contrôle et de suivi de tous les opérateurs du secteur de l'énergie ;
- contribuer à l'élaboration de la réglementation en matière d'aménagements hydroélectriques et centrales thermiques et d'autres sources de production, de transport, de distribution et d'utilisation de l'énergie et veiller à sa mise en application ;
- coordonner, contrôler et suivre les constructions et exploitations d'ouvrages et infrastructures énergétiques ;
- contribuer à l'élaboration du bilan énergétique national ;
- instruire les dossiers relatifs à l'octroi des autorisations, licences et concessions portant sur la réalisation d'infrastructures énergétiques ;
- participer à l'élaboration des stratégies d'importation et de consommation des produits pétroliers.

**ARTICLE 10 :** La Division Infrastructures énergétiques comprend quatre sections :

- Section Aménagements hydroélectriques et Energies Renouvelables ;
- Section Centrales thermiques ;
- Section Transport et Distribution d'Electricité ;
- Section Hydrocarbures.

**ARTICLE 11** : La Division Maîtrise de l'énergie est chargée de :

- veiller à l'amélioration des systèmes d'approvisionnement, de production, de transport, de distribution et de consommation énergétiques ;
- centraliser l'information sur les ressources et technologies d'énergie domestique et sur les comportements rationnels de consommation ;
- coordonner les activités relatives à l'application des techniques utilisant l'énergie nucléaire au niveau des différents usages ;
- contribuer à l'élaboration des bilans énergétiques nationaux ;
- identifier et évaluer le potentiel d'économie d'énergie dans les différents secteurs d'activités ;
- proposer des stratégies de maîtrise de l'énergie ;
- élaborer des programmes pluriannuels et annuels de maîtrise de l'énergie ;
- coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre des programmes d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique ;
- contribuer à la mise en place d'un programme de sensibilisation sur l'efficacité énergétique auprès des professionnels et du grand public.

**ARTICLE 12** : La Division Maîtrise de l'énergie comprend trois sections :

- Section Economie d'énergie et Efficacité énergétique ;
- Section Energie Domestique ;
- Section Applications des Techniques nucléaires.

**ARTICLE 13** : La Division Réglementation, Documentation et Communication est chargée de :

- contribuer à l'élaboration des différents éléments de politiques en matière d'énergie ;
- contribuer à l'élaboration et au suivi des indicateurs du secteur de l'énergie ainsi qu'à la formulation des mesures correctives ;
- élaborer les textes législatifs, réglementaires et normatifs ;
- veiller au respect de la conformité des projets énergétiques avec les lois et règlements en matière de protection environnementale ;

- constituer et mettre à jour les bases de données en matière d'énergie ;

- concevoir et mettre en œuvre une stratégie de communication ;

- collecter, centraliser, traiter, diffuser l'information et archiver la documentation en matière d'énergie ;

- contribuer à l'informatisation de la structure.

**ARTICLE 14** : La Division Réglementation, Documentation et Communication comprend trois sections :

- Section Normes et Réglementation ;
- Section Communication et Informatique ;
- Section Documentation et Archivage.

**ARTICLE 15** : Le Bureau d'Accueil et d'Orientation et les Divisions sont dirigés respectivement par un chef de Bureau et des chefs de Divisions nommés par arrêté du ministre chargé de l'énergie sur proposition du Directeur national de l'Energie.

Le Chef du Bureau d'Accueil et d'Orientation a rang de Chef de Division d'un service central.

Les Sections sont dirigées par des Chefs de Section nommés par Décision du ministre chargé de l'Energie sur proposition du Directeur national de l'Energie.

## **CHAPITRE II : FONCTIONNEMENT**

### **SECTION I : DE L'ELABORATION DE LA POLITIQUE DU SERVICE**

**ARTICLE 16** : Sous l'autorité du Directeur national de l'Energie, les chefs de division préparent les études techniques, les programmes et les plans d'action concernant les matières relevant de leurs secteurs d'activité ; procèdent à l'évaluation périodique des programmes mis en œuvre ; coordonnent et contrôlent les activités des sections.

**ARTICLE 17** : A la demande des chefs de division, les sections fournissent les éléments d'information indispensables à l'élaboration des études, des programmes et plans d'action ; procèdent à la rédaction des directives et instructions du service concernant leurs secteurs d'activités.

### **SECTION II : DE LA COORDINATION, DU CONTROLE ET DU SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE**

**ARTICLE 18** : L'activité de coordination et de contrôle de la Direction nationale de l'Energie s'exerce sur les services régionaux et subrégionaux chargés de la mise en œuvre de la politique énergétique nationale.

**ARTICLE 19** : L'activité de coordination et de contrôle s'exerce par :

- un pouvoir d'instruction préalable portant sur le contenu des décisions à prendre et les activités à accomplir ;

- un droit d'intervention à posteriori sur les Décisions consistant en l'exercice du pouvoir d'approbation, de suspension, de formulation ou d'annulation.

**ARTICLE 20** : La Direction nationale de l'Energie est représentée :

- au niveau régional et du District de Bamako par les Directions régionales de l'Energie ;  
- au niveau des cercles par les services de l'Energie.

### **CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 21** : Le présent Décret abroge le Décret N°07-254/ P-RM du 02 août 2007 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale de l'Energie.

**ARTICLE 22** : Le ministre de l'Energie, le ministre du Travail, de la Fonction publique et des Relations avec les Institutions et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 6 juin 2014**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Moussa MARA**

**Le ministre de l'Energie,**  
**Mamadou Frankaly KEITA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique  
et des Relations avec les Institutions,**  
**Bocar Moussa DIARRA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----  
**DECRET N°2014-0408/PM-RM DU 6 JUIN 2014  
ABROGEANT LE DECRET N°2013-331/PM-RM DU  
16 AVRIL 2013 PORTANT NOMINATION DU  
SECRETAIRE GENERAL DE LA COMMISSION  
DIALOGUE ET RECONCILIATION**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;  
Vu l'Ordonnance n°2014-003/P-RM du 15 janvier 2014 portant création de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ;

Vu le Décret n°2014-0013/P-RM du 15 janvier 2014 portant organisation et modalités de fonctionnement de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ;

Vu le Décret n° 2014-0250/P-RM du 05 avril 2014 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Décret n°2013-331/PM-RM du 16 avril 2013 portant nomination de Monsieur **Mamadou DIAKITE**, Magistrat, en qualité de **Secrétaire général** de la Commission Dialogue et Réconciliation est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 6 juin 2014**

**Le Premier ministre,**  
**Moussa MARA**

-----  
**DECRET N°2014-0409/PM-RM DU 6 JUIN 2014  
PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET N°2014-  
0396/PM-RM DU 30 MAI 2014 PORTANT  
NOMINATION DE L'ATTACHE DE CABINET DU  
PREMIER MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 2014-0396/PM-RM du 30 mai 2014 portant nomination de l'Attaché de Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n° 2014-0250/P-RM du 05 avril 2014 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 mai 2014 susvisé est rectifié ainsi qu'il suit :

**Lire :**

Technicien Supérieur des Eaux et Forêts

**Au lieu de :**

Technicien du Génie rural

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Le Premier ministre,**  
**Moussa MARA**